

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40000 Mont-de-Marsan

Mont-de-Marsan, le 19 novembre 2025

Références : DREAL/2025D/9620
Code AIOT : 0100282613

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17 octobre 2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GIACOMIN Olindo

24 Route D933N - Lieu-dit Lapeyrade
40240 Losse

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17 octobre 2025 de l'établissement exploité par Monsieur Olindo GIACOMIN et implanté au 24 route RD 933N, Lieu-dit Lapeyrade, sur la commune de Losse. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection inopinée fait suite à l'arrêté préfectoral DCPAT-BAE n° 2025-50 du 13 février 2025 portant mise en demeure de cessation d'activité et fixant les mesures conservatoires pour l'exploitation non autorisée d'activités d'entreposage de véhicules hors d'usage, de déchets non dangereux et dangereux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

GIACOMIN Olindo
24 Route RD 933 N – Lieu-dit Lapeyrade – 40240 Losse
Code AIOT : 0100282613
Régime : Néant
Statut Seveso : Non Seveso
IED : Non

Cette inspection a pour objectif de vérifier si M. GIACOMIN s'est bien conformé aux prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 13 février 2025.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- VHU

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives.

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Régularisation de situation administrative	AP de Mise en Demeure du 13/02/2025, Article 1	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Mesures conservatoires	AP de Mise en Demeure du 13/02/2025, Article 2	Amende	-

⁽¹⁾ s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant ne respecte pas les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13 février 2025. Il a été encore constaté la présence de véhicules hors d'usage (camion, engins de chantiers, fourgons), de caravanes et de déchets divers.

Une amende administrative est proposée à Monsieur le Préfet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Régularisation de situation administrative

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 13/02/2025, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Régularisation de situation administrative
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Monsieur GIACOMIN Olindo, exploitant une installation d'entreposage et de démontage de véhicules hors d'usage et d'entreposage de déchets non dangereux et dangereux située au 24 route D933N - 40240 Losse, sur les parcelles n° 384, 385 et 591 de la section F du cadastre de la commune, est mis en demeure de procéder :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à la cessation d'activité conformément aux dispositions de l'article L. 512-6-1 du Code de l'environnement ; - et à la remise en état des parcelles F 384, F 385 et F 591 pour un usage compatible avec les documents d'urbanisme en vigueur. <p>Une traçabilité des déchets évacués est assurée conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (en particulier via la plateforme Trackdéchets).</p> <p>La cessation d'activité doit être effective dans les trois mois et l'exploitant transmet les attestations prévues aux articles R. 512-39-1 et R. 512-39-3 du Code de l'environnement (mise en sécurité, mémoire de réhabilitation et travaux réalisés pour la remise en état des parcelles).</p> <p>Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a arrêté son activité de démontage et de stockage de véhicules hors d'usage.</p> <p>Le nombre de véhicules hors d'usage et de déchets a diminué, avec l'évacuation des 26 véhicules légers.</p> <p>Néanmoins, il est encore constaté la présence de déchets disséminés en pleine nature :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 camion hors d'usage, - 2 engins de chantier hors d'usage, - 3 fourgons hors d'usage, - 1 tondeuse thermique hors d'usage,

- 3 caravanes hors d'usage,
- 2 remorques hors d'usage,
- des bidons remplis d'huile usagée,
- une vingtaine de pneus hors d'usage,
- un tas de ferraille d'une dizaine de m³ le long de la RD 933N, comprenant des réfrigérateurs usagés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Mesures conservatoires

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 13/02/2025, Article 2

Thème(s) : Situation administrative, Mesures conservatoires

Prescription contrôlée :

Tout nouvel apport de déchets est interdit sur les parcelles F 384, F 385 et F 591 concernées à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Par ailleurs, **dans un délai d'un mois**, l'exploitant évacue tous les véhicules et engins hors d'usage, ainsi que les déchets dangereux et non dangereux déjà présents sur ces parcelles.

À l'issue et dans un délai de 15 jours, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées tous les justificatifs associés à l'évacuation des déchets (bons d'intervention, bordereaux de suivi VHU, bordereaux de suivi de déchets notamment).

Constats :

Lors de l'inspection, il n'a été constaté aucun nouvel apport de déchets.

Tous les véhicules légers hors d'usage ont été évacués.

Des véhicules de type fourgons, engins de chantier, caravanes, remorques, sont cependant encore présents sur les parcelles mais en plus petite nombre.

Les déchets métalliques ont fait l'objet d'un nouveau tas le long de la RD 933N.

Le fils de l'exploitant indique que de nouvelles évacuations sont prévues, dont le tas de déchets métalliques entreposé le long de la RD 933N.

L'exploitant a transmis à la DREAL en mars 2025 plusieurs justificatifs concernant l'évacuation des déchets : des bordereaux d'enlèvement de ferraille, de pneus, de fibrociments, des certificats de destruction de véhicules légers.

L'exploitant ne respecte pas la mise en demeure prise à son encontre concernant l'évacuation de tous les déchets présents sur ses parcelles.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Amende administrative